

### ARGENTINE : FICHE PAYS – OCTOBRE 2024

Catégorie OCDE (2023) : 7/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): CCC/Ca/CC

Monnaie locale : peso argentin (ARS) / Régime de change : contrôle des capitaux en vigueur

Horizon de la neutralité carbone : 2050



#### FORCES

- Ressources naturelles abondantes (agricoles, énergétiques)
- 7<sup>ème</sup> exportateur mondial de produits agricoles
- Niveau d'éducation supérieur à la moyenne régionale et main d'œuvre qualifiée
- Niveau de corruption en amélioration

#### FAIBLESSES

- Inflation élevée même si en diminution
- Contrôle des capitaux et d'importations
- Faiblesse des réserves de change
- Historique de défaut souverain
- Dépendance aux cours des matières premières
- Insuffisance d'investissements en infrastructures

### SYNTHÈSE :

Evolution des risques : perspective positive.

#### Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : Une chute de l'activité est prévue en 2024, autour de -3,5% (après -1,6% en 2023), tirée par les retombées du programme de stabilisation économique du gouvernement Milei. La consommation des ménages est affectée par la hausse du chômage et l'arrêt des subventions (électricité et transports) malgré la diminution de l'inflation, qui demeure néanmoins élevée (209% en g.a en septembre 2024). L'investissement reste contraint par le gel des dépenses publiques d'investissement et par l'attentisme des investisseurs privés, locaux et étrangers, compte tenu du contexte économique et politique encore fragile. Sur le front externe, la production agricole bénéficie en revanche de meilleures conditions climatiques par rapport à l'an passé et contribue au rebond des exportations du pays.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le gouvernement Milei a mis en place un programme d'ajustement budgétaire agressif afin d'assurer la soutenabilité de la dette et de mettre un terme aux financements monétaires de la banque centrale. La quasi-élimination des dépenses d'investissements, des subventions, ainsi que la forte réduction des transferts de l'Etat central aux provinces portent leurs fruits en termes de finances publiques, puisque le pays a enregistré son 5<sup>e</sup> mois d'excédent budgétaire consécutif en mai 2024. Compte tenu de la dévaluation du peso (54% en décembre 2023) et de la chute de l'activité, le ratio de dette sur PIB devrait encore progresser prévu autour de 155,4% fin 2023, selon les estimations du FMI.
- **Vulnérabilité extérieure** : Amélioration de la position externe du pays à court terme favorisée par la reprise des exportations agricoles (1<sup>ère</sup> source d'entrées de devises) et la contraction des importations (notamment en lien avec la chute de l'activité) qui contribuent à l'excédent de la balance courante (prévu autour de 0,6% du PIB en 2024). Les réserves de change sont redevenues positives au S1 2024 (autour de 1,3 Md\$ en juillet 2024) grâce au surplus de la balance commerciale, aux achats de devises par la banque centrale, ainsi qu'au décaissement auprès du FMI (programme en cours). La capacité du pays à honorer le service de la dette externe à partir de 2025, nettement plus conséquent, reste cependant incertaine et dépendra notamment de l'aptitude du pays à accumuler des réserves de change et à revenir sur les marchés des capitaux. Après la dévaluation du peso de 54% en décembre 2023, la banque centrale a mis en place un régime de change à parité rampante qui prévoit une dépréciation de 2% par mois du peso face au dollar.
- **Vulnérabilité du système bancaire** : Le crédit bancaire destiné au secteur privé reste l'un des plus faibles de la région à 7,3% du PIB en 2023 (contre 45,7% du PIB en moyenne pour les autres pays de la région). L'exposition au secteur public, autour de 18% de l'encours de prêts, ne constituerait pas une source de risques à ce stade. Le secteur bancaire dispose en effet des liquidités suffisantes et des ratios de solvabilité satisfaisants.

#### Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité politique** : Au pouvoir depuis décembre 2023, le président Javier Milei a hérité d'une situation économique et financière très difficile. Sa coalition « Liberdat Avanza » ne dispose pas de la majorité au sein du Congrès ce qui rend plus difficile le passage des réformes promises. Sur le plan social, la situation reste très difficile puisque près de 50% de la population serait en situation de pauvreté selon les sources locales.
- **Climat des affaires** : L'environnement des affaires reste difficile. Les restrictions à l'accès et aux sorties des devises, le risque de change, génèrent une forte incertitude. Les perspectives à plus moyen terme restent cependant positives. L'approbation du régime d'incitations fiscales (RIGI) est susceptible d'attirer les grands investissements, tandis qu'une levée du contrôle des capitaux (CEPO) serait également envisagée.

#### Environnement et politique climat :

- **Politique climat** : L'Argentine s'est engagée pour la neutralité carbone à l'horizon 2050. L'agenda du gouvernement Milei laisse cependant penser que les aspects climatiques ne feraient pas partie des priorités de son gouvernement, à ce stade.

### STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2019-2023 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Céréales (maïs, blé..)	15,3%	Machines, appareils mécan.	15,0%	Brésil	15,5%	Brésil	20,9%
Touteaux, alimentation animaux	13,2%	Machines, appareils élect.	11,3%	Chine	8,9%	Chine	20,2%
Voitures automobiles	9,0%	Voitures automobiles	10,7%	Etats-Unis d'Amérique	6,9%	Etats-Unis d'Amérique	11,4%
Produits non définis ailleurs	8,9%	Combustibles	10,0%	Chili	5,7%	Allemagne	4,3%
Huile de soja, tournesol, olive	8,5%	Produits chimiques	5,3%	France (35ème)	0,6%	France (14ème)	1,6%

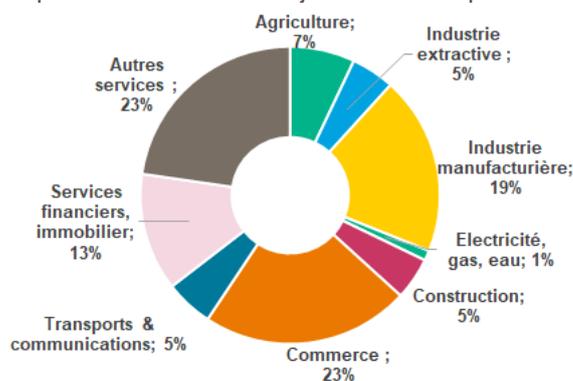
Source: CNUCED

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

ARGENTINE	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)	2025(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	385	487	631	655	604	559
<i>Rang PIB mondial</i>	21	21	21	25	26	30
Population (Mns)	45,4	45,8	46,2	46,7	47,2	47,6
<i>Rang Population mondiale</i>	31	31	31	31	31	31
PIB / habitant (USD)	8 489	10 639	13 640	14 024	12 812	11 734
Croissance PIB (%)	-9,9	10,7	5,0	-1,6	-3,5	5,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	42,0	48,4	72,4	133,5	229,8	62,7
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	14,4	13,5	15,8	19,0	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB)	103,8	81,0	84,5	155,4	91,4	78,5
Solde public (% PIB)	-8,7	-4,3	-3,9	-5,3	-0,1	0,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	11,1	7,8	9,5	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	0,7%	1,4%	-0,7%	-3,2%	0,6%	0,5%
IDE (% du PIB)	1,0%	1,1%	2,1%	3,1%	2,0%	1,5%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	12,6	8,4	6,8	5,1	7,2	10,8
Dette extérieure totale (% PIB)**	67%	49%	43%	41%	38%	43%
Dette extérieure CT (% PIB)*	11,1%	9,0%	7,0%	6,7%	7,3%	7,9%
Taux de change	82,6	101,9	172,5	633,8	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	24,2	26,2	29,9	32,5	NA	NA
Taux de NPL	4,2	4,3	3,1	3,6	NA	NA
ROE	16,4	7,2	11,4	26,9	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	116	126	125	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	64	66	70	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	68	70	75	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	20	40	45	49	51	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (Weo, avril 2024), \*Banque Mondiale, \*\*Oxford Economics; \*\*\*T Reuters a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

### Argentine : Répartition de la valeur ajoutée du PIB par secteur (% , 2023)



Source : CEPAL



## 1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers une nouvelle chute de l'activité en 2024**  
En 2023, le PIB argentin s'est contracté de -1,6% (après +5,3% en 2022), dans un contexte de forte sécheresse qui a affecté la production agricole (1<sup>ère</sup> source d'entrées de devises) et les activités connexes.

Pour 2024, les perspectives d'activité restent moroses, affectées par le programme de stabilisation économique du gouvernement Milei. Ce programme prévoit dans un premier temps un fort ajustement budgétaire, en particulier des coupes dans les dépenses (cf. partie finances publiques), afin d'éliminer le déficit public et d'interrompre le recours à la banque centrale pour son financement, ce qui alimente l'inflation.

En parallèle, une dévaluation du peso de 54% en décembre 2023 (inévitabile face à la chute des réserves de change), suivie d'une dépréciation volontaire mensuelle de 2% de la monnaie face au dollar ont été mis en place.

Ces premières mesures ont d'ores et déjà permis un retour des surplus budgétaires, une diminution de l'inflation (cf. détails ci-dessous), ainsi qu'un regain de confiance des marchés dans la politique du nouveau gouvernement. Mais elles ont aussi affecté très fortement l'activité.

Le pays affiche ainsi une chute du PIB de -5,1% en g.a. au T1 2024 et de -2,6% en t/t (après -2,5% en t/t au T4 2023). La paupérisation de la population<sup>1</sup>, ainsi que la hausse du chômage<sup>2</sup> affectent la consommation des ménages, qui bénéficie toutefois de la diminution de l'inflation. L'investissement reste contraint par le gel des dépenses publiques d'investissement et par l'attentisme des investisseurs privés, locaux et étrangers, compte tenu du contexte économique et politique encore fragile<sup>3</sup>. Sur le front externe, les exportations agricoles bénéficient en revanche de meilleures conditions climatiques, contribuant ainsi à l'amélioration du solde commercial du pays et à la hausse des réserves de change (cf. partie situation externe).

Enfin, en 2024, une nouvelle contraction de l'activité est prévue, autour de -3,5% par le FMI (WEO, octobre 2024), suivie d'une reprise en 2025, autour de +5%.

- **Vers une diminution de l'inflation**

L'économie argentine a été marquée par la persistance d'une inflation élevée, alimentée par la dépréciation/dévaluation régulière du peso, l'indexation des salaires et des retraites, et surtout par le financement du déficit public par la banque centrale.

<sup>1</sup> Le taux de pauvreté toucherait près de la moitié de la population du pays entre novembre 2023 et avril 2024.

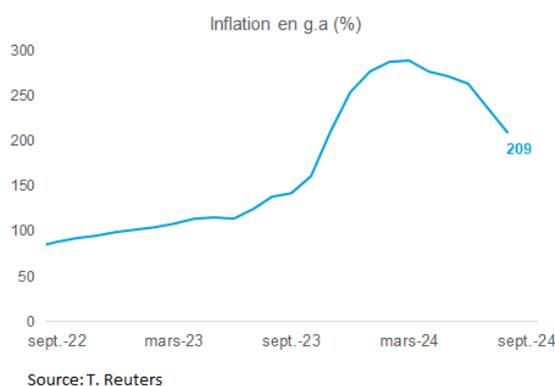
<sup>2</sup> Le taux de chômage atteint 7,7% au T1 2024 (contre 5,7% au T4 2023), selon les données du Bureau de statistiques locales (INDEC).

<sup>3</sup> A noter que les importantes réserves de lithium, ainsi que le potentiel énergétique de production de gaz non conventionnel attirent

La mise en place du plan d'ajustement budgétaire imposé par le nouveau gouvernement (arrêt du financement de la banque centrale en particulier) contribue à la diminution de l'inflation observée sur la première partie de cette l'année.

Après le pic d'inflation observé en décembre 2023 à +25,5% en variation mensuelle, en lien avec la dévaluation du peso de 54%, les prix ont augmenté de +3,5% en septembre 2024. Ce processus de désinflation rapide s'explique d'une part par la dissipation des effets de la dévaluation de décembre, mais surtout par le fort ralentissement économique.

L'inflation atteint 209% en septembre 2024 en glissement annuel et les prévisions pour la fin de l'année 2024 oscillent entre 140% et 130% (après 211% en décembre 2023).



- **Des ratios de rentabilité et de solvabilité satisfaisants**

Le crédit bancaire destiné au secteur privé reste l'un des plus faibles de la région, avec des encours représentant 7,3% du PIB en 2023, contre 45,7% du PIB en moyenne pour les autres pays de la région<sup>4</sup>. Les crises économiques à répétition, l'inflation et les taux d'intérêts élevés conduisent la grande majorité de la population et une partie des entreprises à ne pas contracter de crédit faisant du secteur financier argentin l'un des plus petits de la région.

La rentabilité du secteur financier est en hausse. En septembre 2023, le ROA atteint 3,2% (après 1,5% sur la même période en 2022) et le ROE 17,2% (après 8,9%). Le taux de prêts non performants est resté relativement stable à 3% du portefeuille des prêts (contre 3,1% en septembre 2022). La contraction plus forte que prévue de l'activité en 2024 est cependant susceptible de pénaliser l'activité bancaire, avec un risque élevé de hausse des prêts non performants.

néanmoins des investisseurs étrangers ayant des perspectives de plus long terme.

<sup>4</sup> Moyenne calculée en prenant les données des pays suivants : Uruguay, Paraguay, Brésil, Colombie, Chili et Mexique.



A ce stade néanmoins, la solvabilité du secteur ne semble pas menacée. Il dispose des liquidités suffisantes et des ratios de solvabilité satisfaisants. Ainsi le ratio de fonds propres sur actifs pondérés des risques est en hausse à 31,1% en septembre 2023 (28,6% en septembre 2022), ainsi que le tier one à 30,5% (après 27,4%), soit un niveau très au-dessus du minimum réglementaire de 8% exigé par Bâle 3.

L'exposition des banques au souverain a en revanche un peu progressé et atteint 17,7% en septembre 2023 (contre 15,6% en sept. 2022), mais n'est pas source d'inquiétude à ce stade.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- Un ajustement budgétaire agressif qui porte ses fruits à court terme

Le point clé du programme de stabilisation du gouvernement Milei consiste en un ajustement budgétaire agressif et rapide afin d'assurer la soutenabilité de la dette et de mettre un terme aux nouveaux financements monétaires de la banque centrale.

Avec un objectif d'éliminer le déficit public dès 2024, le gouvernement a ainsi mis en place des mesures telles que la quasi-élimination des dépenses d'investissement, une augmentation des taxes sur l'achat des devises, sur les importations et exportations, une hausse des prix des transports, de l'électricité avec la diminution des subventions, ainsi qu'une forte réduction des transferts non automatiques (*discrecionales*) de l'Etat central aux provinces.

A ce stade, cette stratégie porte ses fruits puisque le pays a enregistré son 5<sup>ème</sup> excédent budgétaire mensuel consécutif en mai 2024. Le solde primaire atteint +1% du PIB au cours des cinq premiers mois de l'année, tandis que le solde nominal s'établit à +0,4% du PIB.

Les excédents enregistrés rendent la situation de trésorerie plus confortable et permet ainsi à l'Etat de ne pas faire appel au financement direct de la banque centrale. Le gouvernement continue néanmoins de chercher des financements sur le marché local pour rembourser la dette envers la banque centrale, héritée des précédents gouvernements.

Cette politique d'austérité budgétaire pourrait cependant ne pas être tenable sur le long terme. Les dépenses d'investissements sont en effet nécessaires pour assurer la croissance à moyen-long terme du pays.

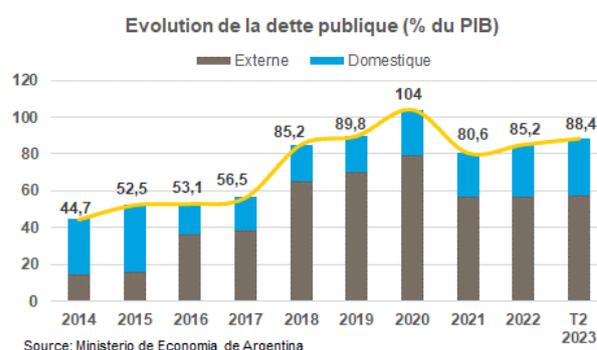
- La dévaluation du peso et la chute de l'activité conduirait à la hausse du ratio de dette

Après avoir atteint un pic à 103,9% du PIB en 2020<sup>5</sup>, le stock de dette publique en Argentine (part du

<sup>5</sup> En 2020, la hausse de la dette publique était en partie liée aux besoins de financement des mesures mises en place pour atténuer les effets de la crise sanitaire et leurs impacts.

gouvernement central) avait diminué, favorisé par le rebond du PIB nominal et la restructuration de la dette externe avec les créanciers privés (cf. graphique ci-après).

Compte tenu de sa structure (57,2% du total est en monnaie étrangère au T2 2023), le ratio de dette/PIB aurait fortement augmenté courant 2023, prévu autour de 155,4% en moyenne selon les estimations du FMI. Cette évolution s'expliquerait par la forte dévaluation du peso (-54% en décembre 2023), ainsi que par la chute de l'activité. Au T2 2023, la dette s'élevait à 88,4% du PIB selon les données du Ministère de l'Économie argentin<sup>6</sup>.



Les efforts d'assainissement des finances publiques en cours, s'ils sont poursuivis, devraient cependant conduire à une stabilisation de la dette à moyen terme. A ce stade néanmoins, malgré le rehaussement du rating souverain de l'Argentine par l'agence S&P à CCC en mars 2024, celui-ci demeure encore en catégorie très spéculative pour les agences de notation : CC chez Fitch et Ca chez Moody's. Le risque pays mesuré par l'indice EMBI+ reste par ailleurs le 2<sup>ème</sup> plus élevé de la région, après celui du Venezuela. Ainsi, un recours à l'endettement externe sur les marchés n'est pas envisagé par les autorités locales. Or, le pays devra cependant faire face à d'importants remboursements à partir de 2025 (cf. position externe). Des négociations avec le FMI pour l'obtention d'un nouvel accord seraient par ailleurs en cours.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- Vers un surplus commercial en 2024

Les exportations argentines sont concentrées sur les matières premières agricoles pas ou peu transformées. Les céréales (maïs, froment, orge), ainsi que les légumineuses (soja) et ses dérivés (farine, huile, tourteaux de soja...) représentent en moyenne plus du tiers des exportations du pays. Le secteur automobile (9% des exportations en moyenne) constitue la seule exception notable à cette prépondérance des matières premières.

<sup>6</sup> Il s'agit de la dernière donnée disponible et ne tient pas compte de la dévaluation de décembre 2023.



En 2023, l'impact de la sécheresse avait conduit à une baisse de près de 36% des récoltes de soja et de maïs, contribuant ainsi au creusement du déficit courant du pays à -3,5% du PIB (après -0,2% du PIB en 2022).

Pour 2024, les perspectives sont d'ores et déjà plus favorables. La balance commerciale du pays affiche en effet un surplus de 10,7 Md\$ au S1 2024<sup>7</sup>, soit environ 1,8% du PIB (après un déficit de 4,5 Md\$ au S1 2023). Cette évolution est principalement tirée par la chute des importations (-27,7% par rapport au S1 2023) en lien avec la dévaluation du peso (-54% en décembre 2023), la hausse de la taxe sur les importations (PAIS), ainsi qu'à la chute de l'activité économique. Côté exportations, les récoltes agricoles ont bénéficié de meilleures conditions climatiques et les autres produits ont gagné en compétitivité-prix compte tenu de la dévaluation de la monnaie. Les exportations affichent ainsi une hausse de +14% en valeur par rapport au S1 2023.

A noter cependant que le gouvernement a décidé de réduire l'impôt sur l'importation (PAIS) de 17,5% à 7,5% ce qui pourrait soutenir les importations sur la deuxième partie de l'année. A ce stade, le solde courant est prévu excédentaire en 2024, autour de 0,6% du PIB.

- Des réserves de change redevenues positives

L'excédent de la balance commerciale, les achats des devises par la banque centrale, ainsi que le décaissement auprès du FMI (800 M\$) ont contribué au renforcement des réserves de change, redevenues positives, autour de 1,3 Md\$ en juillet 2024 (après des réserves négatives de 10,4 Md\$ avant l'arrivée du gouvernement Milei). Pour mémoire, la forte sécheresse qui a sévit en Argentine en 2023 avait affecté les exportations agricoles (1ère source d'entrées de devises<sup>8</sup>) ce qui, conjugué aux interventions régulières sur le marché des changes, ont contribué à la chute des réserves du pays.

Pour les trimestres à venir, la réduction de l'impôt sur les importations, ainsi qu'une éventuelle reprise de l'activité sont susceptibles d'entraîner une augmentation des importations, ce qui soutiendrait la demande en devises auprès de la banque centrale, pouvant limiter la progression des réserves.

Des négociations pour l'obtention d'un nouveau programme avec le FMI sont en cours, mais cela exigerait probablement l'élimination des multiples taux de change encore en vigueur et du régime de change actuel pour permettre à la devise d'évoluer librement.

<sup>7</sup> Source : INDEC.

<sup>8</sup> Le manque à gagner liée à la baisse des exportations agricoles est estimé à 20 Md\$.

<sup>9</sup> L'Argentine devra en effet faire face à d'importantes remboursements dès 2025 (sur la dette négociée en 2020 avec le secteur privé) et avec le FMI, à partir de 2026.

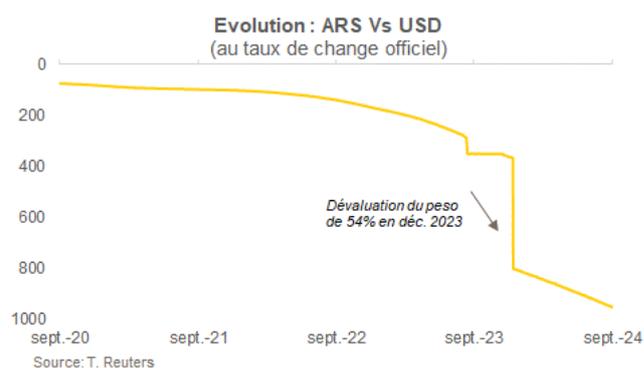
A noter par ailleurs que, si l'Argentine arrive jusqu'à présent à honorer ses engagements externes de court terme, sa capacité à honorer le service de sa dette à moyen terme, plus conséquent<sup>9</sup>, reste incertaine et dépendra notamment de l'aptitude du pays à accumuler des réserves de change et à revenir sur les marchés des capitaux. Le service de la dette est en effet estimé à 4,3 Md\$ en 2024 (environ 0,7% du PIB prévu pour 2024) mais augmenterait considérablement, compris entre 9 Md\$ et 10 Md\$ (autour de 1,5% à 1,7% du PIB) entre 2025 et 2027.

- Un régime de change de parité rampante

Comme anticipé, face à l'épuisement des réserves de change en 2023, le maintien du régime de change « crawling peg<sup>10</sup> » semblait difficile à tenir. Ainsi, l'une des premières mesures du gouvernement Milei a consisté à dévaluer le peso de 54% dès le mois de décembre 2023 et de permettre ensuite à la devise de se déprécier de 2% par mois.

Plusieurs facteurs pourraient néanmoins inciter la banque centrale à maintenir le régime de change à parité rampante en vigueur : le processus de désinflation plus rapide que prévu, les anticipations d'inflation revues à la baisse, le rétrécissement de l'écart entre le taux de change officiel et le parallèle, ainsi que l'accumulation des réserves sur la première partie de l'année.

En revanche, l'objectif du gouvernement d'éliminer les contrôles des capitaux et de laisser le taux de change évoluer librement ne devraient intervenir que dans une prochaine étape du plan de stabilisation de l'économie, dont les contours ne sont pas encore définis.



## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- Un programme ambitieux de stabilisation de l'économie

<sup>10</sup> Il s'agit d'un régime de contrôle du rythme de dépréciation ou d'appréciation d'une monnaie sur une base journalière ou hebdomadaire.



**Au pouvoir depuis décembre 2023, le président Javier Milei, de la coalition « La Libertad Avanza » a remporté le 2<sup>ème</sup> tour des élections présidentielles avec près de 56% des voix face au candidat Sergio Massa, ancien ministre de l'économie sous le gouvernement sortant.**

**Depuis son arrivée au pouvoir, l'équipe économique du président Milei a annoncé diverses mesures agressives pour tenter de stabiliser l'économie alors que les sujets de la dollarisation et de l'élimination de la banque centrale, évoqués pendant la campagne électorale, ne semblent pas faire partie des priorités du gouvernement**

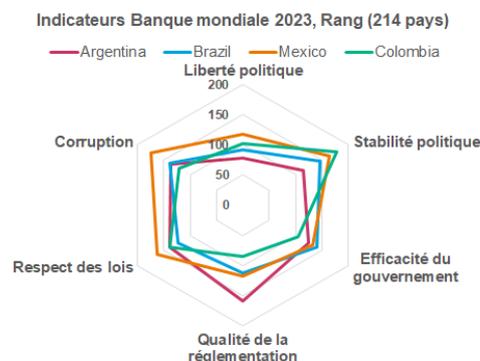
**Héritant d'une situation économique et financière très difficile, le gouvernement avance cependant sur d'autres fronts. Il a ainsi fait approuver par le Congrès son projet de loi « Bases », une version allégée du projet « Omnibus » qui avait été rejeté par le Congrès. Bien que modifié par rapport à sa version originale, cette nouvelle législation devrait favoriser la dérégulation de l'économie, l'investissement, ainsi que l'amélioration progressive des comptes publics.** Le projet de loi Bases comprend aussi une réorganisation de l'administration publique, un programme de privatisations, une nouvelle politique d'investissement, ainsi que la réforme du marché du travail. Dans un projet de loi distinct, un **paquet budgétaire a aussi été approuvé, ce qui devrait permettre d'augmenter les recettes fiscales d'environ 0,5 % du PIB par an.**

Si la cote de popularité du président Milei reste encore forte puisque plus de 52% de population approuveraient la gestion de son gouvernement selon les sondages, des mouvements sociaux ne sont cependant pas à écarter face à la hausse du chômage et de la [pauvreté qui toucherait environ 50% de la population au T1 2024.](#)

- **Un climat des affaires difficile**

**L'environnement des affaires en Argentine demeure difficile. La persistance des taux de change multiples et les restrictions à l'accès et aux sorties des devises génèrent une forte incertitude quant à la capacité des entreprises à pouvoir honorer leurs engagements auprès des fournisseurs étrangers, et des entreprises étrangères de pouvoir rapatrier leurs bénéfices.** Cela constitue un obstacle majeur au développement et à l'investissement des entreprises. A noter cependant que grâce à l'approbation de la loi « bases », le gouvernement prévoit d'attirer d'importants investissements grâce au régime d'incitations fiscales, le RIGI, qui prévoit des avantages fiscaux, douaniers et de change pendant 30 ans.

La levée du contrôle des capitaux (CEPO) fait aussi partie de l'agenda politique de Milei, mais ne devrait intervenir dans une deuxième partie du plan de stabilisation en cours.



**Note de lecture :** plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

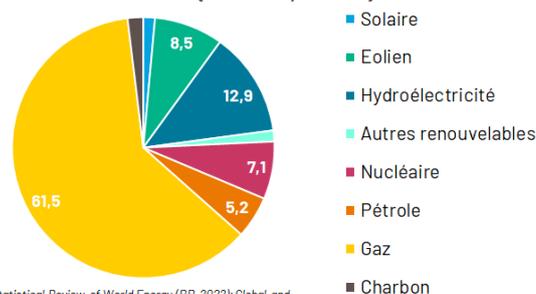
En matière de gouvernance, les indicateurs publiés par la Banque Mondiale sont un peu meilleurs que ceux des autres grands pays de la région (Brésil, Mexique et Colombie) en matière de stabilité et liberté politique, tandis que la qualité de la réglementation est de loin le point le plus faible du pays.

## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

**En 2019, l'Argentine s'est engagée pour la neutralité carbone à l'horizon 2050.** Le pays a par ailleurs déclaré l'urgence climatique, suivie par l'adoption au Sénat de la loi sur le changement climatique qu'établit des budgets financiers minimaux nécessaires à la mise en œuvre des politiques d'atténuation ou d'adaptation pour le climat. **L'agenda du nouveau gouvernement Milei laisse cependant penser que les aspects climatiques ne feraient pas partie, du moins à ce stade, des priorités du gouvernement.**

**Le mix électrique de l'Argentine est encore très dépendant des sources non renouvelables,** du gaz en particulier, principale source de production d'électricité du pays.

Argentine : production d'électricité par sources, en % (2022=151,85 TWh)



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.